

# **Les relations euro-méditerranéennes et la Turquie dans l'Union pour la Méditerranée**

mardi 20 mai 2008, par [Sevil Budak](#)

Proposé par Nicolas Sarkozy lors de la campagne présidentielle, le projet de l'Union méditerranéenne devait rassembler les pays du pourtour méditerranéen. Outre-rhin, Angela Merkel a manifesté sa réticence dès l'annonce d'une union proposée aux seuls Etats riverains de la mer Méditerranée et qui ne serait pas construite au sein de l'UE. Dans un premier temps, le projet français n'a pas non plus enthousiasmé Bruxelles qui a pourtant conscience qu'un manque reste à combler dans la politique euro-méditerranéenne. Nicolas Sarkozy et Angela Merkel sont finalement parvenus à trouver une proposition commune le 3 mars 2008 sur un projet non plus d'Union de la Méditerranée, mais d'Union pour la Méditerranée. Lors du Conseil européen des 13 et 14 mars 2008, les 27 Etats membres se sont mis d'accord sur la création d'une « Union pour la Méditerranée », qui sera lancée officiellement à Paris le 13 juillet 2008.

La Méditerranée est perçue comme un vaste territoire aux contours mal définis. Aussi, l'action politique en Méditerranée s'inscrit sur le terrain des réalités concrètes et matérielles, mais avec une portée symbolique considérable. Cet espace apparaît à la fois comme le territoire de toutes les confrontations et comme un ensemble uni et rêvé. Dans une mémoire commune fracturée par de nombreux conflits, elle est ressoudée par des rencontres au fil des siècles. L'Union pour la Méditerranée est-elle vraiment un appel à la rencontre de demain ? Quelle y sera la place de la Turquie ?

## **La Méditerranée dans l'imaginaire collectif**

Au-delà des nombreux conflits persistants en Méditerranée et cela malgré des processus de paix et des tentatives de stabilisation, l'obstacle principal reste dans les têtes. Il provient de l'imaginaire de la peur, du « choc des civilisations » qui oppose l'Islam et l'Occident et qui ne permet pas à la Méditerranée de jouer un rôle de médiation entre l'Europe et le monde arabe. Choc des civilisations ou partenariat euro-méditerranéen : ce sont les Méditerranéens qui devront définir entre eux des relations de confiance que dépendra la mise en place d'un espace stratégique commun. L'histoire méditerranéenne est caractérisée par un changement de paradigme, une bipolarisation ayant pour origine la naissance du Christianisme et comme point d'arrivée le retrait du monde capitaliste occidental engendrant d'une part un monde sud-oriental greco-musulman et d'autre part un monde nord-occidental romain chrétien comme l'a exposé Braudel.

Les premières fractures sont ancrées dans les mémoires et elles renvoient notamment aux Croisades, aux expéditions coloniales en passant par les djihads et la perception de l'autre en tant que barbare. Cet espace qui jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle jouait un rôle moteur dans les relations internationales, devint au siècle suivant un lieu d'affrontement des puissances coloniales puis de bouleversement après la découverte et l'exploitation des champs pétrolifères dans la péninsule arabique et les pays du Proche-Orient. L'accès à l'indépendance des colonies méditerranéennes et la montée du panarabisme eurent pour conséquence l'écartement des Européens au sein de cette zone, qui fut marquée jusqu'aux années 1990 par la Guerre froide. Ces fractures ont malheureusement laissé des traces profondes dans les imaginaires collectifs des peuples de l'Europe et de la Méditerranée. La Méditerranée apparaît, en effet, imprégnée par l'occidentalisme, l'eurocentrisme et l'islamisme.

## **Les défis multiples d'un ensemble complexe**

Les fractures présentes et futures en Méditerranée sont à la fois économiques, démographiques, stratégiques et culturelles. Les écarts de niveau de vie entre l'Union européenne et les pays

méditerranéens sont considérables. Dans l'Union pour la Méditerranée cohabiteront donc deux ensembles économiques aux réalités disproportionnées, séparées par un fossé de richesse qui continue de se creuser. Au niveau démographique, cet ensemble se caractérise par des déséquilibres démographiques grandissants. Au Nord, la croissance démographique est stable avec des populations vieillissantes, au Sud et à l'Est elle reste forte avec des populations jeunes. Dans les vingt prochaines années, un changement démographique considérable s'opérera entre le Nord et le Sud : les pays du Nord du bassin ne compteront plus que le tiers de l'ensemble des populations de la Méditerranée, alors que les pays du Sud et de l'Est rassembleront près des deux tiers des populations du bassin méditerranéen. Ainsi, le facteur démographique est au cœur des relations euro-méditerranéennes.

D'un côté sont posés des problèmes de migration et de contrôle des flux de population et de l'autre d'importants problèmes d'éducation et de formation, sans compter les besoins d'emploi pour une population jeune. A travers un partenariat renforcé, l'Union pour la Méditerranée veut donc rapprocher les deux rives en développant une zone de libre-échange. Mais ce concept n'est pas facile à concrétiser dans une région qui a aussi comme toile de fond le conflit du Proche-Orient. Aussi, un des objectifs fortement sous-entendu de ce projet est l'enrayement de l'immigration clandestine en développant la prospérité à la base et en assurant un espace de paix et de sécurité. Les 27 en tireront également comme bénéfice de dynamiser une Europe vieillissante et en manque de main d'œuvre.

Le triangle Paris - Berlin - Ankara

A la suite d'un « arrangement » entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, la nouvelle union sera lancée le 13 juillet 2008 et tous les Etats membres y participeront.

Les motivations géopolitiques et politiques derrière ce projet semblent à première vue claires : l'intérêt politique réside dans la possibilité de proposer une alternative à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. D'un point de vue géopolitique, il vise à accentuer le poids de la France sur la scène internationale. Depuis la fin de la Guerre froide, l'élargissement de l'espace communautaire a eu lieu par l'intégration progressive des pays se trouvant dans la « zone d'influence » allemande. D'ailleurs, ces élargissements ne concernent pas seulement les anciens satellites communistes mais aussi l'Autriche, la Suède, et la Finlande. Dans ce sens, la création d'un « Club Med » politique, qui semble refléter une aspiration française pour les politiques de grandes envergures, laisse dubitatif : la France parviendra-t-elle à travers ce projet à institutionnaliser son rôle de leader dans un espace qui s'étend du Maghreb au Liban et en Syrie, où elle a aussi des liens historiques très étroits et une influence politique considérable ?

Néanmoins, en politique, les apparences sont souvent trompeuses. En réalité, Nicolas Sarkozy fait campagne pour réformer l'article 88.7 de la Constitution française, par lequel Jacques Chirac sur une demande des parlementaires UMP, a assuré aux Français d'avoir le dernier mot sur la question de l'adhésion de la Turquie. Lors de son intervention télévisée, le 24 avril dernier, Nicolas Sarkozy a réaffirmé son opposition à l'entrée de la Turquie dans l'UE insistant sur le fait que pour lui elle ne faisait pas « géographiquement » partie de l'Europe et qu'il ferait à ce titre un référendum sur la seule question de son adhésion à l'Union européenne. Nicolas Sarkozy n'est pas assuré d'être à l'Elysée au moment où la Turquie aura fini de négocier les 35 chapitres d'adhésion. Pourtant Paris a déjà fait savoir aux Européens et aux Turcs qu'il ne s'opposera pas à la poursuite des pourparlers avec la Turquie, qui manquent cruellement de vigueur. En réponse à ce projet de réforme de la Constitution, Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP, prévoit de déposer un amendement pour le maintien d'un référendum obligatoire sur les adhésions à l'Union européenne de pays qui ne seraient pas géographiquement en Europe, autrement dit de la Turquie...

### **Ankara reste perplexe**

Les réticences et les craintes sont perceptibles aussi bien du côté de l'Union européenne que des pays méditerranéens hors UE, qui ne sont pas plus unanimes face au projet sarkozyen qu'en Europe. Les deux derniers à avoir adhéré au projet de l'Union pour la Méditerranée sont la Mauritanie et l'Albanie. Le Liban et la Syrie n'ont pas encore donné leur réponse et le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Egypte, la Jordanie, Israël, l'Autorité palestinienne y figurent à ce jour.

Le Ministre des Affaires étrangères turc, Ali Babacan, a précisé que la Turquie ne s'était pas encore prononcée sur la question de sa participation au projet. Ankara attend d'avoir l'assurance que l'Union pour la Méditerranée ne remplacerait, ni ne freinerait ses espoirs d'intégrer un jour l'Union européenne, craignant qu'elle ne soit aussi conçue comme un moyen de lui offrir une alternative à l'adhésion à l'UE. La Turquie ne ferme donc pas ses portes à cette proposition mais attend d'une part des garanties de la France sur l'adhésion, et d'autre part l'issue des débats en Europe. Ce qu'elle attend aussi c'est une nouvelle déclaration de président Nicolas Sarkozy soulignant ses véritables objectifs. Pour les politiques comme l'opinion publique turques, cette union prend des accents de complot avec des objectifs plus qu'obscurs. La presse turque évoque notamment les raisons « cachées » du Président français dans la mise en place de l'Union pour la Méditerranée.

Outre l'optique de mettre un obstacle à Ankara sur la route menant à Bruxelles, les journalistes soulignent son intention d'y donner un rôle clé à la Libye afin de convoiter ses richesses et son marché, et d'appréhender ses stratégies. Aussi, Paris, dans sa course face à Berlin, très influent dans les Balkans, chercherait à adopter et approfondir une nouvelle stratégie dans le bassin méditerranéen. Ainsi, à chaque fois que la France voudrait par exemple repeupler son territoire, elle ferait appel à la Méditerranée. L'une des principales raisons évoquées est la volonté de remplacer la coopération arabo-française existante par une politique méditerranéenne. Et bien entendu, en son sein, la France pourrait ne pas prendre ouvertement parti dans le conflit israélo-palestinien et n'obligerait donc pas Israël à restituer les terres colonisées à leurs véritables propriétaires. Le Premier ministre tchèque, Mirek Topalanek, a lui aussi exprimé ses doutes, pour lui les points clés, ainsi que les véritables enjeux du projet ne seraient à ce jour toujours pas clairs. Topalanek se demande aussi si Nicolas Sarkozy travaille réellement à améliorer la politique de coopération européenne ou s'il ne cherche pas plutôt à atteindre ses objectifs nationaux.

Dans la conjoncture actuelle, Nicolas Sarkozy a envoyé à Ankara son ministre responsable aux affaires européennes, Jean Pierre Jouyet, pour convaincre ses homologues Turcs des mérites du nouveau mécanisme de la coopération et les inciter à participer à la future coopération euro-méditerranéenne. La visite de Jouyet à Ankara est perçue par les diplomates turcs comme le signe d'un intérêt particuliers de Paris pour inclure la Turquie dans cette union. Ce n'est pas non plus la première fois que Nicolas Sarkozy tente de convaincre les Turcs : Alain Le Roy vint à Ankara quelques mois auparavant dans l'optique d'éradiquer les « malentendus » subsistants entre les deux pays. Néanmoins la suspicion des Turcs vis-à-vis de la France et de l'Union pour la Méditerranée subsiste encore et toujours. L'idée d'un « Club Med » n'a pas seulement contrarié les pro-turcs au sein de l'UE comme la Grande-Bretagne et la Suède mais a également fâché l'Allemagne. Bien que le gouvernement turc n'ait pas encore pris de décision concernant sa participation, pour nombre de bureaucrates, le projet ne constituerait pas une menace pour l'adhésion à l'UE. Les débats actuels révèlent que l'établissement de nouvelles structures sera évité et l'utilisation des mécanismes existants d'Euromed représente donc une garantie importante pour Ankara. Et pour nombres de diplomates à Bruxelles, si le projet est lancé après approbation des 27 Etats membres, il n'y a pas non plus de raisons pour Ankara de s'en écarter : la Turquie est un partenaire clé dans l'EuroMed et le restera pour la future Union pour la Méditerranée.

La campagne de la Turquie pour l'UE a été considérablement endommagée par les doutes et appréhensions de la France et de l'Allemagne, puis les débats sur le conflit chypriote, sur la question de la liberté d'expression et les tensions dans la politique intérieure du pays n'incitent et ne motivent pas la population à soutenir le gouvernement dans la procédure d'adhésion à l'Union Européenne. Même si plusieurs États européens ont également soupçonné la France de vouloir promouvoir ses propres intérêts en Méditerranée tout en utilisant les fonds communautaires pour financer le projet, tout avantage géopolitique en faveur de la France est de fait neutralisé et la nouvelle union n'est rien d'autre qu'une version améliorée du processus de Barcelone. Peut-être que les motivations du Président sont autres : le projet de l'Union pour la Méditerranée est très similaire au plan du Grand Moyen-Orient dit the « Greater Middle East » lancé par les stratégestes américains néo-conservateurs du gouvernement Bush. Bien que l'adhésion à ces deux instances est différente, l'idéologie est la même : supranationale et anti-nationaliste. L'idée principale est de neutraliser le conflit israélo-palestinien en intégrant les pays du Moyen-Orient en une même unité politique, à l'image du couple franco-allemand et de la construction européenne.

---

## Sources

Article original publié sur le site de Nouvelle Europe le 5 mai 2008 sous le titre : [Les relations euro-méditerranéennes et la Turquie dans l'Union pour la Méditerranée](#)